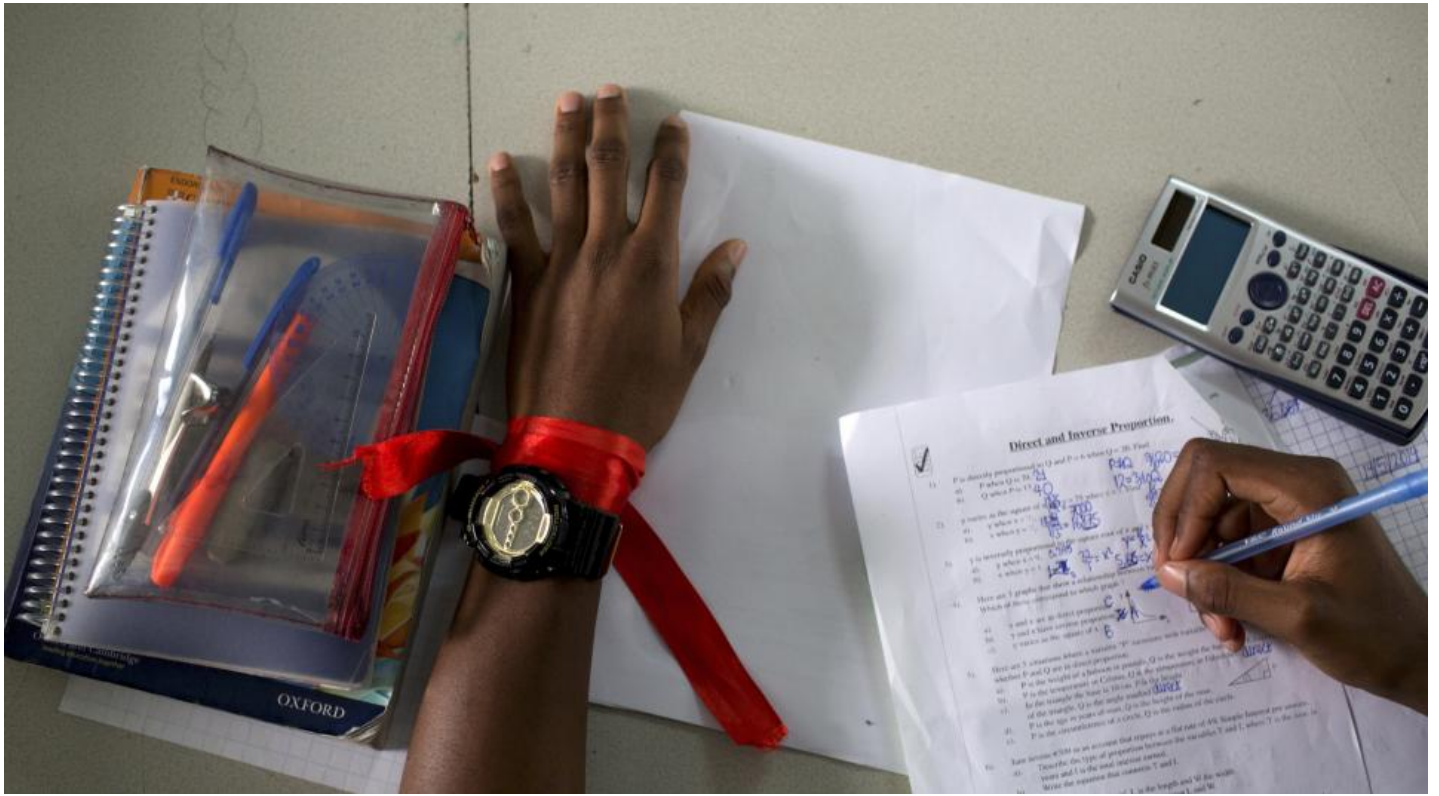


Laïcité : quand un groupe de travail du PS prône le développement des écoles privées musulmanes



Le groupe de travail du PS sur la "cohésion républicaine" a formulé des propositions dans un document passé inaperçu, dont certains signataires s'en désolidarisent.

C'est un document qui était passé totalement inaperçu avant que Le Figaro ne le remarque : le 1er février, le Parti socialiste a publié sur son site un "rapport d'étape" du groupe de travail "Cohésion républicaine" créé après les attentats de 2015.

Parmi ses propositions, l'une semble bien loin des positions classiques du PS concernant "l'école de la République" : à la fin du document, on peut en effet lire qu'il "faut développer les établissements scolaires privés sous contrat" pour mieux "organiser la place de l'islam dans la République". Le document demande aussi la mise en place d'une "aide à la formation des imams français, peut-être par la création d'un institut de théologie" ainsi qu'un examen des "moyens de répondre aux manques" de mosquées dans certaines parties du territoire.

Fin février, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve avait repris ces propositions et déclaré que "le gouvernement veillera à ce que l'enseignement privé confessionnel musulman puisse se développer dans le respect des principes républicains. Des instructions seront adressées aux préfets et aux recteurs afin qu'ils fassent pleinement usage de leurs prérogatives de contrôle".

Interrogés par Le Figaro, certains signataires expliquent que le texte n'est pas - ou plus - conforme à leurs convictions. "Je n'ai jamais lu ce texte et je n'en partage pas les options. Je n'y ai pas été associé, pas plus que mes collègues dont le nom est mentionné", assure l'eurodéputé Emmanuel Maurel.

Il explique avoir "appelé Laurent Dutheil (secrétaire national à la Laïcité et aux institutions, ndlr), l'auteur du texte, pour lui en faire part, et j'ai adressé un courrier. Il m'a dit qu'il avait inscrit nos noms parce que nous faisons partie du groupe de travail".

D'autres signataires du texte expliquent ne pas avoir été mis au courant du contenu du texte. Des explications qui font bondir Laurent Dutheil : "Le texte a été présenté devant les secrétaires de section socialistes, et aucun élément critique n'y a été apporté. Et cinq semaines après il y aurait une incompréhension! Je ne dis pas autre chose que ce que dit Cazeneuve", souligne-t-il.